

16 février 1871

chose après le départ du chef du gouvernement. Les députés se doivent absolument de renforcer par tous les moyens possibles la position de leur représentant à cette commission. C'est pourquoi il se propose de présenter une résolution. Si le gouvernement lui promet de lui donner bientôt l'occasion de le faire, lundi ou mardi, il ne retardera pas l'adoption immédiate de l'Adresse.

L'hon. sir JOHN A. MACDONALD promet de lui fournir bientôt cette occasion. Il reconnaît parfaitement l'importance de ces questions et il trouve, lui aussi, que la discussion doit avoir lieu avant son départ pour Washington.

L'hon. sir A.T. GALT dit qu'il est satisfait et que c'est loyal.

La discussion est close.

* * *

LE DÉBAT SUR L'ADRESSE

M. LACERTE propose l'Adresse en réponse au discours du Trône de Son Excellence. Reprenant les divers paragraphes un à un, il dit quelques mots, selon la coutume; il approuve les différentes opinions qui y sont exprimées et il félicite le gouvernement pour sa politique administrative. Il signale en particulier les mesures qui ont été prises pour repousser les invasions des Fenians le printemps dernier en insistant sur la sagesse et sur la fermeté dont le gouvernement a fait preuve dans cette affaire. Il espère que la Chambre appuiera entièrement le gouvernement en votant les crédits pour les dépenses supplémentaires qu'il a été forcé de faire. La perspective que le conflit des pêcheries soit réglé le réjouit et il pense que l'on fera l'impossible pour protéger les intérêts du Canada. La rébellion de la Rivière-Rouge est fort heureusement terminée grâce à l'intervention judicieuse et à l'attitude conciliante du gouvernement ainsi qu'aux efforts et au courage des volontaires. La Puissance est prospère et cette prospérité est due en grande partie à la sagesse des ministres qui méritent la confiance du Parlement et de la population. Il est très heureux de proposer l'Adresse.

M. KIRKPATRICK se lève pour appuyer la motion. Les compliments qui ont été faits au sujet des divers passages du discours sont mérités. L'été dernier, le Parlement était à peine prorogé que des bandes de brigands américains se sont rassemblées en un rien de temps à proximité de la frontière pour piller notre pays. Le comble de l'infamie, c'est que ces pilleurs ont choisi pour ce faire le jour de l'anniversaire de la reine qui est sacré pour les loyaux sujets de la Couronne britannique. Le mouvement d'hostilité a été repoussé grâce à la bravoure et à la loyauté de nos volontaires et des troupes de la reine. Il (M. Kirkpatrick) espère et ne doute pas que la Chambre approuve de bon gré les dépenses supplémentaires qui ont été occasionnées par cette tentative d'invasion des Fenians.

Le sujet suivant est celui du Manitoba. On n'aurait pas pu mieux choisir comme gouverneur que celui qui est maintenant *de facto*, sinon *de jure*, au pouvoir. Les améliorations qui se sont déjà produites au Manitoba montrent que les efforts qui ont été déployés

pour mettre fin au désordre et à la rébellion et pour asseoir l'autorité du Canada n'ont pas été vains. Les courageux volontaires dont l'aide a été précieuse méritent la gratitude du pays. D'après lui, ils auront droit à des concessions de terres au Manitoba lorsqu'ils auront reçu leur congé. On ne pourrait pas mieux choisir comme colons; aussi, par gratitude à leur égard et pour le bien de la province, il faut tout faire pour les retenir dans le Nord-Ouest.

Le projet d'admission de la Colombie-Britannique et de l'île de Vancouver est un sujet de satisfaction pour nous tous. Le grand « dessein » de la Confédération est en train de s'accomplir rapidement. Ces magnifiques territoires, extrêmement riches en ressources naturelles, seraient une acquisition formidable pour le Canada, et il faut faire tout son possible pour les relier au pays en construisant le chemin de fer du Pacifique; pour faciliter la réalisation d'une telle entreprise, il faudrait faire des concessions de terres et offrir si possible des subventions. Ce projet pourrait alors certainement être mené à bien. La présence d'immigrants est nécessaire pour mettre en valeur les formidables ressources des colonies du Pacifique, et il est indispensable d'ouvrir de bonnes voies de communication rapides pour les attirer.

Le sujet suivant est celui des pêcheries et il est bien vrai que l'intervention du gouvernement canadien à cet égard a reçu l'approbation de toute la population. L'allusion faite à ce sujet par le général Grant témoigne à la fois d'une certaine ignorance et montre qu'il a des préjugés. La Puissance était dans son droit et il est certain que cette intervention était justifiée puisqu'elle avait l'approbation du gouvernement britannique. Une commission internationale a toutefois été instituée pour examiner la question des pêcheries. À en juger d'après ce qui s'est passé au cours du dernier conflit, il croit que le Canada n'a rien à craindre. Il espère toutefois que la question des dommages causés au Canada par les invasions répétées des Fenians sera abordée au cours des discussions et que l'on exigera aussi des indemnités avec autant de fermeté que l'ont fait les Américains dans le cas de l'*Alabama*.

L'amélioration de notre système monétaire ainsi que d'autres propositions faites dans le discours seront très bien accueillies. Ces améliorations sont absolument nécessaires. L'administration générale des affaires de la Puissance a été bénéfique comme en témoignent amplement les progrès qui ont été réalisés et notre prospérité. Il approuve entièrement le vœu qui est formulé à la fin du discours du Trône, car c'est effectivement du résultat des délibérations que dépendront en grande partie le bonheur et l'avancement du Canada.

M. MACKENZIE dit qu'il importe de passer en revue l'administration des affaires de la nation et les événements extérieurs tout en s'abstenant de faire trop de critiques. Une foule d'événements se sont produits depuis la dernière session, y compris une guerre gigantesque et catastrophique. Il n'est que juste de témoigner notre compassion à la France pour les sacrifices et les souffrances que cette grande nation amie et alliée de l'Angleterre a endurés. Il espère que la France n'aura pas à souffrir beaucoup psychologiquement ou matériellement du Traité de paix qui va être signé. (*Applaudissements.*) En ce qui concerne le Canada, il trouve